

*J'ai tout ce que
Montréal pourrait
m'offrir avec en
prime le fleuve, la
nature, du temps
pour en profiter, une
organisation sociale,
culturelle et
communautaire
bien développée.*

Les régions pe

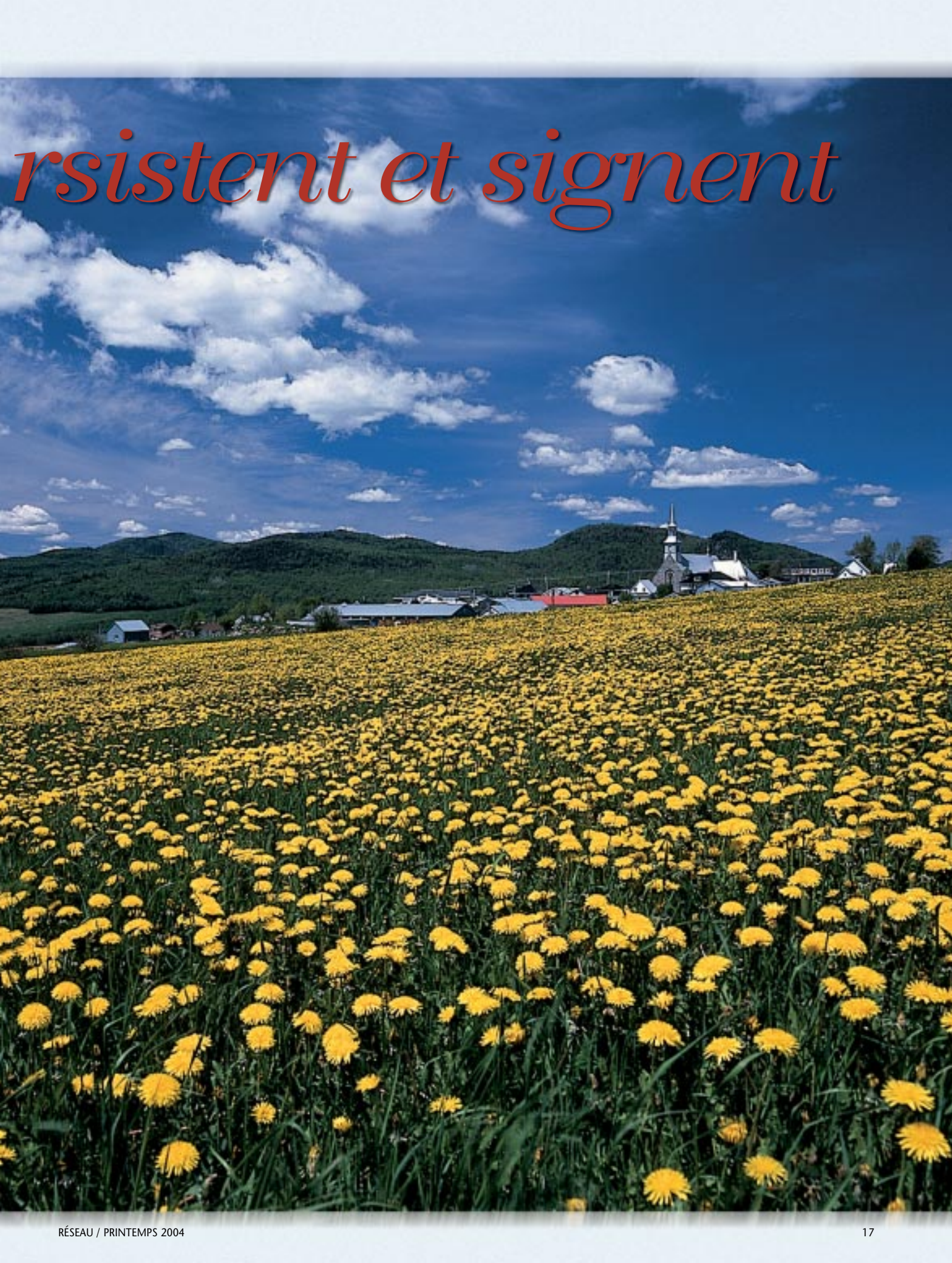


Le Québec est vaste : quatre fois plus grand que la France, mais huit fois moins de gens s'y partagent le territoire. Deux grands centres dominent le commerce et la politique, Montréal et Québec, et pour le reste, de grands espaces souvent vides, des distances parfois immenses à parcourir, au bout desquelles s'étendent les régions dites périphériques. Le Québec est en fait un pays de régions. Cela veut dire que chaque entité est pour ainsi dire isolée et qu'il en coûte beaucoup plus cher au consommateur.

Les régions font face à des problèmes immenses : décroissance démographique, insuffisance de ressources humaines et taux de chômage élevé, pouvoir local peu reconnu par les gouvernements centraux et peu d'investissements financiers. « Descendre ou monter à Montréal » est le pèlerinage obligé de tout jeune qui a de l'ambition, et rester en région signifie pour lui rester... loin de l'activité ou du succès. Dans ce dossier, nous pensions faire état de la situation catastrophique dans laquelle s'enlisent les régions du Québec, éternelles perdantes, parce qu'elles ne détiennent ni les sommes ni le pouvoir politique pour se développer. Nous voulions souligner combien les régions sont colonisées médiatiquement par les valeurs et l'imaginaire urbain : parce que hors de Montréal ou de Québec, point de salut.

Mais nos recherches nous ont menés ailleurs. Malgré les obstacles soulevés et nommés comme tels, professeurs et chercheurs ont tenu un discours de vitalité et ont mis en lumière ce qu'on pourrait nommer la renaissance du territoire.

rsistent et signent



L'influence

des médias

de Montréal

transforme

notre imaginaire

collectif et

ses valeurs.

Paul-Louis Martin:

La force de l'authenticité

Les régions pourront-elles survivre à la « montréalisation » du Québec ?

Oui, si elles conservent leur authenticité environnementale, visuelle et identitaire, dit l'ethnologue Paul-Louis Martin.

Par Denise Proulx



Historien, archéologue, ethnologue, **Paul-Louis Martin** a été de la première vague des agents culturels responsables de faciliter l'accès à la culture partout au Québec.

Au début des années 1970, il a fondé le Musée d'archéologie de l'est du Québec à Rivière-du-Loup, qui rassemblait en un même lieu une collection d'artefacts préhistoriques et historiques jusqu'alors négligés par l'État. Lorsqu'en 1977 l'argent attribué au contenu s'est fait plus rare, et que les budgets s'accordaient en tonnes de béton, le professionnel a mis sur pied un centre de recherche privé, le Groupe de recherche en histoire du Québec rural, en collaboration avec un archéologue, un ethnologue, un biologiste et un géographe. Leurs expertises conjuguées ont mené à la rédaction d'itinéraires culturels touristiques régionaux – les Îles-de-la-Madeleine et la Gaspésie – dans lesquels figurent nature et culture. Ces volumes servent de référence pour la formation en tourisme et pour la rédaction de guides de voyages pour des pays européens. Commissaire puis président de la Commission des biens culturels du Québec entre 1978 et 1988, Paul-Louis Martin a conseillé plusieurs ministres de la Culture quant à l'importance du patrimoine dans le développement du Québec. L'historien a également publié dix livres sur les savoir-faire populaires des Québécois.

Réseau : Qu'est-ce qui ne va pas avec les régions ?

P.-L. M. : Je dirais qu'en partie c'est la perte d'authenticité qui fait le plus grand tort aux régions. Prenez l'exemple de Kamouraska qui est l'une des plus belles régions rurales du Québec, avec son paysage unique mêlant la plaine, les collines et le fleuve, une architecture ancienne très caractérisée et abondante. Dans le village voisin de Kamouraska, à Saint-André, on vient de démolir la plus belle dépendance commerciale

du comté. Un marchand s'apprête à détruire son ancienne maison pour la remplacer par un bâtiment sans style. Il n'y a aucune sensibilité patrimoniale ni aucun pouvoir au sein des comités consultatifs d'urbanisme des municipalités. Les gens ne se rendent pas compte que le paysage est un bien commun et qu'une façade qui s'offre à la vue des passants, si elle n'offre aucun intérêt pour l'œil, détériore la beauté d'un lieu.

Le grand malheur, c'est qu'on n'a pas réussi à s'occuper des grands ensembles.

Il n'y a pas de réglementation qui permette de protéger des villages au complet, trois à quatre rangs, avec des mesures de sensibilisation et des incitatifs fiscaux pour la conservation des structures anciennes.

Des villages de plus en plus insignifiants

Réseau : Est-ce que cette absence de politique d'ensemble nuit économiquement aux régions ?

P.-L. M. : Absolument. Quand on pense à rendre une région attrayante pour des professionnels ou des entreprises de taille moyenne, quand on pense qualité de vie, il ne s'agit pas juste d'air pur. C'est aussi en offrant une qualité visuelle, une force identitaire, en investissant dans la beauté des espaces et la conservation d'une certaine authenticité patrimoniale. La fierté soutient le dynamisme d'une région. Regardez dans tout le Québec, les régions qui sont les plus attirantes sont celles qui, outre les services offerts, ont investi dans la préservation de la beauté de leurs espaces et dans l'attrait de leur paysage. Les artistes s'occupent activement du patrimoine naturel. Si on avait le même mouvement pour le patrimoine culturel et architectural, je serais bien heureux. C'est la désolation dans certains villages autour de Montréal. La laideur est un cancer qui ronge la périphérie. Si on n'y prend pas garde, ce sera la moitié des villages du Québec qui deviendront insignifiants, sans effet de surprise ni de beauté, victime d'une banalisation totale.



CLAUDE DEMERS, UOIR

Paul-Louis Martin à La maison de la prune dans la région de Kamouraska-I'Islet.



Réseau : Mais la beauté ne garde pas les jeunes dans leur région pour autant...

P.-L. M. : Que les jeunes quittent les régions, c'est un processus normal faisant partie d'un cheminement personnel et social qui a toujours été. Ce mouvement de migration est temporaire et je le trouve sain. Ce qui est malsain, par contre, c'est la myopie de nos gouvernants en matière de développement économique régional.

Reconnaître la pluriactivité

Réseau : Mais quelle est d'après vous la pièce manquante ?

P.-L. M. : En 1986, lorsque l'État central a délégué aux municipalités la prise en charge du patrimoine,

ce fut sans outils ni moyens financiers pour assurer leur protection. On n'a toujours pas de politique du patrimoine même si elle est promise depuis 15 ans.

Ce qui manque, c'est une volonté et une vision claire du développement. On a perdu la notion fondamentale du développement régional : la *pluriactivité*. Autrefois, vous n'étiez pas juste agriculteur, vous étiez aussi forestier ou pêcheur ou artisan ou négociant ou encore travailleur dans une petite entreprise rurale, qui ne fonctionnait que durant la saison estivale. Et en disant « autrefois » je ne vous en parle pas avec nostalgie. On avait trouvé une façon adéquate de répondre à la diversité des ressources, des rythmes saisonniers et des genres de vie. Aujourd'hui, on s'est lancé tête baissée dans la spécialisation, voire la surspécialisation. ►



TENDANCES: EN RÉGION POUR LA QUALITÉ DE VIE



TMO

Maryse Langevin aime bien son Saguenay, mais sa région est trop petite pour ses ambitions. Amoureuse de la mer, elle choisit de s'expatrier après un baccalauréat à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) pour entreprendre une carrière qui l'amène successivement à Québec, Halifax, Montréal, Seattle aux États-Unis et Shanghai en Chine. Puis Rimouski où elle obtient la direction générale de la Technopole maritime du Québec, tout en poursuivant des études supérieures en gestion des ressources maritimes. « Je vis en région, mais je suis constamment en contact avec le monde national et international. Je voyage beaucoup et lorsque je me déplace, j'en profite pour voir les spectacles et les expositions qui ne se rendent pas à Rimouski. Avec Internet, je peux établir des contacts rapides et constants avec des collègues et des amis, et je peux

facilement consulter des experts. J'ai vu plusieurs pays, je suis bilingue, j'ai une vaste expérience et je suis revenue en région au tournant de la quarantaine, attirée par une qualité de vie exceptionnelle. Il existe ici une masse critique de professionnels qui entretiennent des relations de travail stimulantes; les leaders régionaux sont ouverts et dynamiques. J'ai tout ce que Montréal pourrait m'offrir avec en prime le fleuve, la nature, du temps pour en profiter, une organisation sociale, culturelle et communautaire bien développée. Ici, il ne manque pas grand-chose. Nous n'avons pas de salle de spectacle professionnelle, elle est maintenant en construction. Nos institutions d'enseignement offrent un programme diversifié et adapté à la réalité maritime de la région. C'est stimulant pour les jeunes et ça nous aide à les garder en région. J'ai tout ce que je souhaite. »

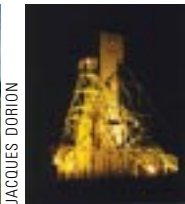
*La saison
du tourisme
est tellement
courte,
si on veut
en vivre, on
doit faire
autre chose.*

*Quand
on pense
qualité
de vie,
il ne s'agit
pas juste
d'air pur.*

*Le développement
des produits du
terroir et des
produits équita-
bles démontre
bien qu'il y a des
pistes de solution.*

Regardez au niveau agricole. Qui fait la loi? Ce sont les 2 000 gros industriels du porc, les 10 000 producteurs de lait. Ces grands entrepreneurs ne font plus leur sirop d'érable, ne coupent plus leur bois de chauffage, n'entretiennent plus de verger et n'ont ni poulailler ni clapier. Avec eux, on assiste à la «déruralisation» des campagnes.

Pensons maintenant au tourisme: la saison est tellement courte, de sorte qu'on n'a pas le choix, si on veut en vivre, on doit faire autre chose. Or, tout est conçu mur à mur pour des gens qui sont investis 12 mois par année à 100% de leur temps dans une seule activité. Il faudrait retrouver un équilibre pour éviter cette surspécialisation. Si le système d'assurance-emploi était adapté aux activités saisonnières, il y aurait sûrement des gens qui seraient prêts à aller travailler sur une base temporaire dans une région. Ça éviterait bien des embêtements démobilités et ça accrocherait les jeunes et les moins jeunes.



JACQUES DORION

UOAT

UOAT

ENTRE MONTRÉAL ET OTTAWA, MON CŒUR BALANCE!



La région de l'Outaouais a la réputation de posséder une faible identité régionale. **Martin Robitaille** de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) estime que cette affirmation est totalement fautive. « Une région sans identité serait une région dominée. Or, c'est loin d'être le cas en Outaouais qui est en train de se construire grâce à une extraordinaire unanimité entre les partenaires du milieu. Nous vivons une cohésion dans nos organisations. C'est normal qu'en tant que région frontalière avec la capitale nationale, nous vivions des contradictions, puisque nous sommes à la fois *ottawatisés* et *montréalisés*. La région est fortement influencée par sa relation avec Ottawa qui fournit beaucoup de travail à ses résidents, et par sa distance avec Québec, qui s'en méfie.

Pourtant, lors du *Rendez-vous national des régions*, organisé à l'automne 2002 par le gouvernement du Parti québécois, nous étions la région la plus avancée dans son plan de développement stratégique. Nous sommes arrivés avec une seule revendication: le pouvoir de décider, de dépenser et d'organiser. Nous sommes la seule région qui peut déjà agir avec la mise en place de la *Conférence des élus*, créée par le gouvernement libéral de Jean Charest. Nous avons une structure de concertation qui fonctionne. Par exemple, tous les services de formation de la main-d'œuvre passent par un guichet unique d'inscription, même s'ils sont répartis entre quatre commissions scolaires. C'est une première au Québec. Nous avons aussi mis en place un Forum régional sur l'enseignement supérieur. C'est en connaissance des besoins du milieu économique que nous avons défini nos besoins de formation supérieure en santé, en sciences pures, en gestion des entreprises agroforestières. Si nous n'avions pas d'identité forte, nous n'aurions pas de projets à initier. »

Sièges sociaux et usines de transformation en région

Ce qui manque aussi, c'est la mise en valeur des ressources locales par une deuxième et troisième transformation. Prenez l'exemple des tourbières Premier Tech, à Rivière-du-Loup. C'est le plus grand laboratoire de recherche privé à l'est de Québec. Il s'y trouve 90 chercheurs qui travaillent en biotechnologie et en génie physique. Cette entreprise a établi son siège social dans cette ville régionale et tous les niveaux de professionnels nécessaires à sa valorisation y sont représentés. Pourquoi n'avons-nous pas cette philosophie pour les ressources forestières et agricoles? Il y a certainement des entreprises pharmaceutiques, manufacturières ou agroalimentaires qui pourraient très bien être décentralisées. Pourquoi produire des boîtes de conserve à Montréal, avec la facilité des transports d'aujourd'hui? On établit tout à Montréal ou à Québec. Pourquoi fallait-il se donner des politiques de développement de haute technologie et du savoir exclusivement à l'avantage des grands centres urbains?

Un retour du balancier

Réseau: Comment voyez-vous l'avenir des régions?
P.-L. M.: Il est clair qu'on ne pourra pas contrer totalement l'influence des médias de Montréal qui façonnent notre imaginaire collectif et ses valeurs. Comme collectivité, on souffre aussi de l'omniprésence des structures économiques concentrées à Montréal. Tout le système de valeurs est défini et véhiculé par les populations urbaines. L'État n'a pas pris ses responsabilités et on ne peut pas s'attendre à ce que cette situation change avec le gouvernement actuel. Heureusement, il existe des associations volontaires, des passionnés de généalogie, de patrimoine, d'architecture qui empêchent l'éclosion jusqu'à un certain point de dégâts plus graves causés par ce désengagement de l'État.

Ce qui me rend optimiste, c'est qu'on retrouve cette situation partout en Occident. Et comme ça arrive à peu près toujours dans l'histoire, il y a un mouvement de balancier. Des initiatives et des mesures s'installent pour contrebalancer les effets négatifs et les corriger. Parce que les villes deviennent de plus en plus des milieux malsains, parce qu'elles ne sont plus capables d'assurer une qualité de l'air et de l'eau, parce que de plus en plus de gens préoccupés par l'environnement et une alimentation saine pensent à un retour à la campagne, particulièrement depuis la facilité d'accès à l'informatique et au télétravail. Le développement des produits du terroir et des produits équitables démontre bien qu'il y a des pistes de solution.

Je crois qu'il faut continuer à promouvoir notre culture, notre patrimoine, éviter de s'abandonner à l'américanisation. Et même si nous sommes très mal servis par les antennes médiatiques actuelles, il faut faire connaître à la population urbaine les diversités de point de vue, mettre en valeur les réalités régionales, et tout faire pour contrer l'uniformisation de l'expression. ■

PHOTO: JACQUES DORION

Faut-il fermer les régions ?



Exode de cerveaux, «métropolisation» de la recherche, chômage élevé et manque de main-d'oeuvre qualifiée : est-ce la fin des régions du Québec ?

Par Denise Proulx



Peut-être vous souvenez-vous des années 1960 ? La Révolution tranquille a amené dans les régions des animateurs sociaux qui invitaient la population à se prendre en main ; c'est dans ces années-là qu'on a inventé la télévision communautaire et qu'on a mis le paquet sur le développement d'initiatives locales. « Faut-il fermer les régions ? », entendions-nous à l'époque du BAEQ, alors que des villages de la Gaspésie qui résistaient à la fermeture jouaient le rôle de héros rebelles dans les esprits des jeunes québécois politisés.

La région : clé de voûte de la démocratie!*

C'est ce que soutient Gil Courtemanche dans son percutant petit essai *La Seconde Révolution tranquille. Démocratiser la démocratie* (Boréal, 2003).

« Mais même dans l'esprit de la gauche et des animateurs sociaux de l'époque, peu importe l'école dont ils se réclamaient, les lois, les règlements et l'argent devaient venir du centre. Jamais on n'aurait songé à doter les régions de pouvoirs réels ! »

D'après le polémiste, les régions ont cessé depuis lors de faire l'objet de réflexion politique des partis. Pourtant, depuis ces années-là, les initiatives étatiques de développement régional se sont succédées.

Les cégeps et le réseau de l'Université du Québec sont nés. Il y a eu des programmes de soutien à l'entrepreneuriat économique dans les années ►

*Gil Courtemanche

La Seconde Révolution tranquille. Démocratiser la démocratie, Boréal, 2003

En voulant édifier une société économique moderne, nous avons tout misé ou presque sur la grande région montréalaise reléguant les autres régions aux rôles subsidiaires de consommateurs de produits et de fournisseurs de richesses naturelles.

Gil Courtemanche



En Abitibi-
Témiscamingue,
c'est un jeune sur
quatre qui est
de retour.

LA NAISSANCE DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC



ANDRÉ FOURNIER

Alphonse Riverin, président de l'Université du Québec, Jean-Guy Cardinal, ministre de l'Éducation, et Louis Berlinguet, vice-président à la recherche de l'UQ.

Par Denise Proulx

■ Début des années 1960, le Québec a soif de modernité. Jean Lesage et son «équipe du tonnerre» promettent de devenir *Maître chez nous*. La Commission royale d'enquête sur l'enseignement, la fameuse Commission Parent, parcourt les régions et oblige le monde de l'éducation à se redéfinir. Exit les séminaires et les écoles normales, les religieux et les religieuses qui formaient l'élite intellectuelle du Québec. Désormais, voici l'égalité d'accès à l'éducation supérieure pour tous, les femmes y compris. Jean-Guy Cardinal, ministre de l'Éducation, tend une oreille attentive à un projet d'université d'État, influencé par le modèle de la New York State University, avec ses centres disséminés à travers l'État.

En parallèle, le Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ) propose en 1964 de fermer des villages entiers en Gaspésie et dans le Bas-Saint-Laurent, afin de renforcer les villes régionales, comme Rimouski et Gaspé.

Alphonse Riverin, professeur en administration à l'Université de Sherbrooke préside la création de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et de Centres

d'études universitaires régionaux, dont la mission première est de former des maîtres. L'urgence est de répondre aux besoins des nouvelles commissions scolaires qui concentrent l'enseignement secondaire dans des polyvalentes.

« Il n'y en avait que pour Montréal, Chicoutimi, Trois-Rivières, Hull. Nous, on voulait aussi notre université car nous savions que pareille institution devenait un foyer de culture et de développement. On nous a demandé de faire nos preuves. La confiance que nous pouvions recruter des enseignants n'y était pas », raconte **Pascal Parent**, ancien recteur de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), qui s'est battu avec ruse pour que le siège social de l'Université du Québec croie sa région apte à recevoir une université.

À l'automne 1965, un comité d'implantation part en campagne, réunissant entre autres Maurice Tessier, le maire de Rimouski, M^{gr} Antoine Gagnon, supérieur du Séminaire de Rimouski, Réal Bernier, administrateur de la compagnie Québec-Téléphone, Jacqueline Pitre du Conseil supérieur de l'Éducation. Des gens de Rivière-du-Loup, du Témiscouata, de la Gaspésie, de la Côte-Nord viennent grossir le noyau de Rimouski. Le maire Tessier rencontre Germain Gauthier, responsable de l'Enseignement supérieur au ministère de l'Éducation, puis Pierre Martin, responsable de la réforme en éducation et grand manitou de la création des cégeps.

« C'étaient des visionnaires, influencés par les actions sociales-démocrates de la Saskatchewan et par l'École de Chicago. Il y avait à l'époque une pensée, peut-être un peu naïve, d'appliquer des perspectives d'éducation plus socialisantes. Ces leaders avaient une conscience de la situation: ils voulaient maintenir des enseignants de qualité en région pour contrer l'exode des populations. Ça s'inscrivait dans le mouvement du début des années 1970 pour maintenir ouverts les villages que le BAEQ voulait fermer pour industrialiser le Québec », poursuit **Hugues Dionne**, qui a mis en place le doctorat en développement régional à l'UQAR.

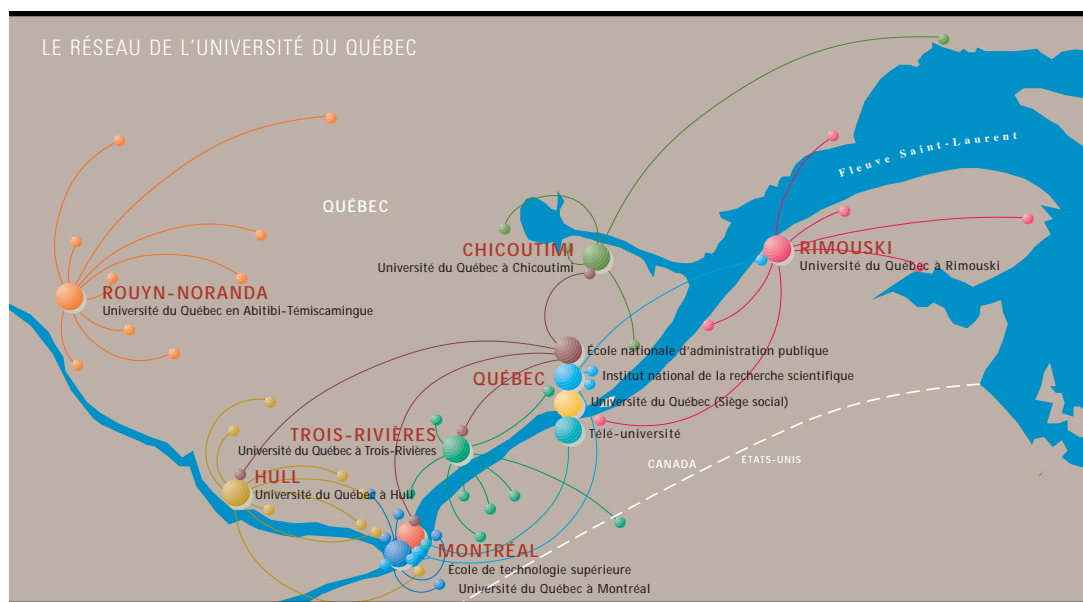


ILLUSTRATION: DENIS SAVARD



PHOTOS: ALAIN DUMAS / UQAC

Régions éloignées: INTERNET CHANGE LA DONNE

« On pourrait croire que de côtoyer quotidiennement par Internet des gens qui vivent au Mexique, au Chili ou en Australie fait graduellement perdre l'identité culturelle québécoise. Or, c'est le phénomène inverse qui se produit. Internet intensifie l'identification des gens à leur région. Globalement, les nouvelles technologies favorisent une meilleure compréhension de nos voisins régionaux. Nous n'avons jamais été si près de nos amis abitibiens ou mauriciens. Internet donne accès à ce qui se vit en région », constate **Bernard Vermot-Desroches** de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et auteur, en collaboration avec le CEFRIO (Centre francophone d'information des organisations), d'une vaste étude sur l'influence des technologies de l'information et des communications (TIC) dans les régions, qui sera publiée dans quelques jours.



B. Vermot-Desroches

Attention! Il existe un revers à la médaille, préviennent **Mario Polèse** et **Richard Shearmur** de l'Institut national de la recherche scientifique-Urbanisation, Culture et Société (INRS-UCS), auteurs d'études sur les régions périphériques. « Même si Internet contribue à renforcer une appartenance régionale, les TIC favorisent plus que jamais la concentration de l'activité économique dans les grands centres urbains. C'est sûr qu'une petite entreprise de comptabilité installée à Rouyn-Noranda peut soumissionner sur des projets conçus à Montréal. Mais l'inverse est aussi vrai. La grande firme de comptabilité de Montréal peut aussi offrir un service compétitif qui dame le pion à l'entreprise locale », dit Mario Polèse. « Pour des raisons purement économiques, beaucoup de sociétés régionales choisiront d'aller à la grande entreprise de Montréal, car elle leur procure une économie d'échelle, elle est au courant de toutes les modifications récentes apportées à la fiscalité et parce que son volume de contrats la rend plus expérimentée pour régler des dossiers complexes. Quand 80% de ce travail se fait par Internet ou par téléphone, cette concentration du travail peut faire périr la région au point de vue économique. C'est une simple question de coûts. Celui qui peut offrir un service à un prix moins cher, c'est lui qui va survivre. En région, il y a des coûts liés à l'isolement, au transport, à une circulation moins rapide de l'information. C'est la solidarité entre les gens qui fait la différence », renchérit Richard Shearmur.



M. Polèse

« L'exode des populations, la dévitalisation des communautés rurales, la fermeture des usines, c'est une réalité indéniable. Par contre, il ne faut pas se laisser abattre par ces données pessimistes. Les centres urbains régionaux connaissent une vitalité sans précédent qui attire une nouvelle génération de travailleurs. »

1980, puis à l'entrepreneuriat social dans les années 1990. Des politiques de décentralisation et de régionalisation, une nouvelle politique de la ruralité et une autre de la jeunesse ont également été votées. Mais cela n'a pas suffi si on écoute les gens qui vivent en région. La « métropolisation » de la recherche universitaire, l'exode des cerveaux, la démographie descendante ne sont pas résolus pour autant. Quel est le problème? Toujours le même disent de façon unanime nos chercheurs : un gouvernement centralisateur, sous prétexte d'aide, impose des structures sans pouvoir réel qui au bout du compte servent de paravent aux grandes corporations et à ses visées centralisatrices.

Gil Courtemanche reprend : « ... en voulant édifier une société économique moderne, nous avons tout misé ou presque sur la grande région montréalaise reléguant les autres régions aux rôles subsidiaires de consommateurs de produits et de fournisseurs de richesses naturelles ».

La renaissance des centres urbains régionaux

« Il faut être lucide », dit **Guy Massicotte**, président du Mouvement territoire et développement.

« L'exode des populations, la dévitalisation des communautés rurales, la fermeture des usines, c'est une réalité indéniable. Par contre, il ne faut pas se laisser abattre par ces données pessimistes. Les centres urbains régionaux connaissent une vitalité sans précédent qui attire une nouvelle génération de travailleurs. »



JACQUES LACASSE

Guy Massicotte

Il semble en effet qu'un nombre impressionnant de professionnels arrivés au tournant de la quarantaine s'y installent, par choix, après avoir occupé des emplois exigeants dans les grandes villes de la planète. Des jeunes, partis étudier en ville, reviennent bilingues pour y entreprendre une carrière. Ils sont attirés par les bonnes relations interpersonnelles, les conditions favorables pour y élever une famille, la beauté des paysages et du cadre environnemental. Leur grande mobilité et Internet sont des atouts dont ils font un usage constant.

Un second souffle

Des régions, vouées à une mort assistée, prennent un second souffle. En Abitibi-Témiscamingue, c'est un jeune sur quatre qui est de retour. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, le Centre universitaire de recherche sur l'aluminium associé à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) regroupe les chercheurs en aluminerie les plus prestigieux du monde. Une équipe d'inventeurs d'un appareil pour les fours en aluminium rentre d'une expédition commerciale en Afrique du Sud avec en main une commande de fabrication : l'engin spécialisé sera fabriqué au Saguenay. Le Bas-Saint-Laurent accueille 600 chercheurs de haut calibre dans les sciences de la mer, dont plus de 200 viennent des quatre coins du monde. Intégrés au réseau Technopole maritime du

*Paradoxalement,
Internet semble
intensifier
l'identification
des gens à
leur région.*

*Elles refusent
leur atrophie
programmée.
Sans autres
outils que leur
solidarité, elles
ne cessent de
nous rappeler
leur existence
têtue.*

Québec, des dizaines d'entre eux œuvrent avec des entreprises en biotechnologie qui valorisent les résidus de la transformation de la crevette. Jadis capitale canadienne du chômage, Trois-Rivières est devenue celle qui a créé le plus d'emplois en 2003. L'Outaouais qui envoyait 80 % de ses personnes malades se faire soigner en Ontario, les a toutes rapatriées en moins de 20 ans.

Les régions n'attendent plus après les actions de l'État pour relever leurs défis. Formation sur mesure, recherches sectorielles, innovation, développement de créneaux d'excellence, transfert technologique, entreprises dérivées, réseautage s'ajoutent aux plans stratégiques de développement pour maintenir des conditions de base de qualité de vie susceptibles de favoriser un enracinement durable. « On a suffisamment de connaissances dans nos régions pour savoir clairement ce qui constitue nos forces et nos faiblesses. Ça bouge énormément de cinq ans en cinq ans. Pas toujours à une échelle immense, mais le germe d'avenir est semé », constate **Serge Côté**, de l'UQAR et directeur du Centre de recherche sur le développement territorial.

Paradoxes et contradictions

Cela dit, on n'est pas à un paradoxe prêt. D'un côté, une usine de production d'aluminium ferme à Arvida au Saguenay: 560 pertes d'emploi. Une usine de fabrication de denim de Drummondville déménage en Chine: 600 autres travailleurs laissés-pour-compte. À chacune de ces nouvelles, des oiseaux de malheur ajoutent qu'un emploi perdu en région laisse trois autres chômeurs dans son sillage.

D'un autre côté, travailleurs recherchés. Dans les municipalités de Sainte-Anne-des-Monts et de Rivière-au-Renard en Gaspésie, de Saint-François sur la côte sud de Québec, de petites et moyennes entreprises (PME) ne réussissent pas à combler leurs postes vacants. Qu'est-ce qui fait qu'une région se développe et qu'une autre stagne ?

« Le dynamisme économique repose avant toute chose sur un système de réputation et de créativité des leaders locaux. Regardez en Beauce, cette région



Serge Côté



PHOTOS: JACQUES DORRION

CRÉATIVITÉ À REVENDRE

Festivals, relais gastronomiques, sports d'hiver et culture amérindienne, les régions débordent de créativité et s'inventent des débouchés.



« Malgré les dés pipés et le taux de chômage toujours plus élevé, l'affirmation des régions n'a jamais été aussi vibrante, leur sentiment identitaire aussi intense.

Nous assistons au Québec à une revalorisation des produits du terroir, à un développement des initiatives culturelles locales qui témoignent de la volonté opiniâtre de persister et de demeurer. On vient de partout dans le monde pour participer au Festival international de la poésie de Trois-Rivières, au Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue, au Festival international de musique actuelle de Victoriaville. De grands relais gastronomiques ont vu le jour dans Charlevoix, dans le Bas-Saint-Laurent, dans les Cantons-de-l'Est. Floués par l'industrialisation de l'agriculture, de plus en plus de producteurs



des régions choisissent la qualité, l'innovation, la culture biologique et mettent sur le marché des fromages fins, de l'agneau pré-salé, du veau de lait. Les régions les plus au nord ont décidé de capitaliser sur ce qui fait leur misère : la neige. Elles ont investi dans le développement des loisirs d'hiver et développent une industrie touristique locale fondée sur la neige, l'espace, la forêt, la culture amérindienne. Ces initiatives ne viennent ni de Québec ni de Montréal, elles sont le fruit de la force de l'identité régionale d'une collectivité. Les régions persistent et signent. Elles refusent leur atrophie programmée. Sans autres outils que leur solidarité, elles ne cessent de nous rappeler leur existence têtue. Imaginons un peu si les gens des régions avaient possédé leurs propres institutions politiques, comme elles auraient encore pu mieux organiser leur développement.



Extrait du livre de Gil Courtemanche: *La Seconde Révolution tranquille*.



PHOTO: JACQUES DORION

a développé son économie grâce aux Lacroix, Dionne, Dutil qui embauchaient leurs travailleurs sur leur réputation. En région, les gens se donnent des coups de main. Un entrepreneur va décider de fournir des ressources et des informations, tout en sachant que cette aide va finir par lui rapporter. C'est comme ça que des petites entreprises démarrent. L'économie régionale repose sur des solidarités et sur la confiance», dit **Pierre-André Julien**, titulaire de la Chaire Bombardier Produits récréatifs en gestion du changement technologique dans les PME, de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).



Pierre-André Julien

CLAUDE DEMERS

Création de nouveaux produits

« Il y a toujours des activités qui ne peuvent pas être délocalisées. C'est sur ces activités de créneau qu'il faut miser. Et savoir repérer les acheteurs », complète **Serge Côté**.

Il donne l'exemple des propriétaires d'usines de transformation de la crevette du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie qui ont appris des chercheurs de l'UQAR, qu'en mélangeant les écailles de ces crustacés à de la tourbe, ils produisent un compost recherché par les

jardiniers. Transformées grâce à la biotechnologie, ces mêmes écailles de crevettes deviennent des suppléments qui entrent dans la composition de produits alimentaires ou de produits pharmaceutiques à très haute valeur ajoutée.

Les liens entre chercheurs et commerçants

D'après **Marc-Urbain Proulx**, professeur en sciences économiques et administratives à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), les régions ont trop tardé à prendre le virage de la transformation. « Celles qui s'en sortent le mieux sont celles qui ont accès au savoir avec des villes centres qui utilisent le capital humain pour former une main-d'œuvre qualifiée pour les besoins des grandes entreprises, tout en fournissant un encadrement aux PME qui démarrent.



Marc-Urbain Proulx

UQAC

Le problème au Saguenay, ajoute le professeur, c'est que, comme ailleurs, nous avons de la difficulté à asseoir nos élites et nos intervenants publics à la même table. »

Pour **Martin Robitaille**, de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), il doit se développer un meilleur ►

Le Bas-Saint-Laurent accueille 600 chercheurs de haut calibre dans les sciences de la mer, dont plus de 200 viennent des quatre coins du monde.

Jadis capitale
canadienne du
chômage,
Trois-Rivières est
devenue celle
qui a créé le plus
d'emplois en 2003.

maillage entre ceux qui détiennent le savoir et ceux qui peuvent le commercialiser, car la vitalité des régions ne repose pas uniquement sur le leadership de ses citoyens. « Ça prend une volonté et des projets pour que



Martin Robitaille

l'identité régionale se conforte. Ça prend de la résistance et une base solide d'appartenance. Autrement dit, au lieu de développer l'économie régionale par le biais des grandes entreprises, pourquoi ne pas investir les mêmes millions de dollars dans les petites et les moyennes entreprises.

Jeunes: partir pour mieux revenir

Le Groupe de recherche sur la migration des jeunes, sous la direction de **Madeleine Gauthier**, chercheuse à l'INRS-Urbanisation, Culture et

Société, a démontré que 47% des jeunes quittent à un moment ou un autre leur région d'origine pour une période de plus de six mois.

La majorité des régions du Québec en sont affectées: ce sont les régions de Montréal, Québec, Lanaudière, Laurentides, Outaouais et Montérégie, celles qui sont périphériques aux grandes villes, qui vivent une augmentation de population généralisée.

Loin de se stabiliser, les perspectives démographiques des régions en décroissance ne feront que s'accroître d'ici 2026, au profit des régions dites méridionales du Québec, précise l'Institut de la statistique du Québec.

« Ils partent de leur région, mais pas nécessairement pour toujours. C'est la volonté de poursuivre des études et de vivre de nouvelles



Madeleine Gauthier



HENRIETTE GAGNON / UDAC



UDATR



UDATR



UDATR

unique

C'est votre idée. Votre événement. Vous le voulez unique. Il le sera. Au Palais des congrès de Montréal, notre équipe de professionnels expérimentés met tout en œuvre pour vous appuyer dans l'organisation de vos réunions ou de vos conférences, de votre idée première au plus infime des détails.

Des services de qualité | Un environnement exceptionnel | Une expérience inoubliable



Le Palais des congrès de Montréal, fenêtres sur le monde
www.congresmtl.com

Palais des congrès de Montréal

expériences qui les animent. Ils ne sont pas en rupture de ban avec leur milieu d'origine. Près de 50 % de ceux-ci y reviennent», souligne M^{me} Gauthier. Par exemple, à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), des suivis auprès des diplômés provenant de la région tendent à démontrer que plus de 80 % d'entre eux finissent par se réinstaller dans la région.

Le bonheur national brut

« Ce n'est pas dramatique. Laissons la nature jouer son rôle », suggère de son côté **Bernard Vermot-Desroches**, professeur d'économie à l'UQTR. « Le Témiscamingue compte à peine 20 000 personnes et tout le monde y vit très bien. Ce n'est pas une région en perdition. Aucun village ne vit dans la pauvreté. Prenons la Gaspésie, dont on parle tant. Si dans 100 ans, il n'y reste que 10 000 personnes, ce ne sera pas grave si en contrepartie chaque Gaspésien vit mieux. Nous ne devons pas viser le développement régional pour le développement régional. Les gouvernements ont raison : moins de gens en région, c'est moins de gens pauvres à la campagne et plus de gens heureux à la ville. L'idée est de minimiser le malheur régional brut et de viser le bonheur général collectif », explique-t-il. Une hypothèse qui ne fait guère consensus, a-t-on besoin de le préciser.

Le loisir comme activité identitaire

« La réalité des régions n'aide pas à envisager le bonheur ou la réussite en région. Très tôt les jeunes se mettent dans la tête qu'ils devront en sortir. Ils entretiennent donc l'impression que l'ailleurs est plus intéressant que l'ici. C'est là que la question des loisirs devient prioritaire. Ça devient une institution significative pour les gens. Dans les centres de loisirs, les gens redécouvrent le sens de vivre ensemble, du partage intergénérationnel. Ils peuvent retisser des liens. C'est un facteur d'attraction très puissant », observe depuis quelques années **Lucie Fréchette**, psychologue et professeure au Département de travail social et des sciences sociales à l'Université du Québec en Outaouais (UQO).

Elle cite en exemple le Patro du village de Fort-Coulonge au Témiscamingue qui a créé des emplois d'été pour occuper les jeunes invités à participer à plusieurs activités animées. Au lieu d'être désœuvrés, les jeunes trouvent intéressant d'être chez eux. Le milieu des loisirs renvoie une image positive et de qualité de leur environnement social.

Pour **Myriam Simard**, anthropologue et sociologue de l'INRS-UCS qui a analysé la migration des jeunes issus de familles d'immigrants installées en région, il faut se rappeler que la quête du sens de la vie chez les jeunes en région déborde l'espace de travail, contrairement aux générations précédentes plus tournées

vers la réussite personnelle, pour investir d'autres espaces identitaires, géographiques et symboliques.

Forums et sénats de régions

Pour contrer (...) cette aliénation des régions, on propose dans certains cercles, la création d'une sorte de sénat des régions. D'après Gil Courtemanche, cette formule ne résout rien. « Au mieux, ce sénat, sans pouvoir de dépenser ou de taxer, reproduirait dans un cadre parlementaire inutile les exercices de consultation ou de consensus théorique qu'on a déjà connus. Au pire, il donnerait lieu à une foire d'empoigne entre les différents intérêts régionaux, lesquels seraient de surcroît pervertis par les lignes de partis. »

D'après le journaliste donc, nul besoin de grands forums consultatifs ou législatifs. À la personnalité sociale économique et culturelle des régions doivent correspondre des institutions régionales capables d'influencer la vie collective.

Et alors! Que faut-il faire ?

C'est aussi dans ce sens que pensent la majorité de nos chercheurs. Faut-il fermer les régions? Tollé général!

Les régions existent et sont là pour rester. Par ailleurs, oui, les régions ont un urgent besoin de détenir davantage les outils de leur avenir. Elles ont besoin de pouvoirs. ■

POUR EN SAVOIR PLUS...

Saviez-vous que l'Université du Québec (UQ) est présente dans plus de 54 villes et municipalités du Québec, grâce aux multiples sous-centres développés par ses établissements?

Sans doute **saviez-vous** que le soutien au développement régional faisait partie du mandat confié à l'UQ lors de sa création en 1968. Pour voir combien les établissements de l'UQ sont aujourd'hui solidement arrimés aux dynamiques du développement régional, visionnez le vidéo *L'Université en réseau* <http://arrierboutix.uqss.quebec.ca:8080/ramgen/uq/promouq.rm>

Saviez-vous que le développement régional est un des créneaux d'expertise de l'Université du Québec à Rimouski, de l'Université du Québec à Chicoutimi, de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et de l'Université du Québec en Outaouais? Certains de ces établissements offrent d'ailleurs une maîtrise et un doctorat en développement régional.

<http://www.uqar.quebec.ca:80/uqar/info/mdevreg3480.htm>
et <http://www.uqac.ca/registr/programmes/3770.html>

Comme vous pourrez le constater dans les vidéos mentionnés ci-dessus, faire le tour de l'UQ c'est un peu comme faire le tour du Québec!

Rachel Chouinard
Le 10 mars 2004

**L'Outaouais qui
envoyait 80% de
ses personnes
malades se faire
soigner en Ontario,
les a toutes
rapatriées en
moins de 20 ans.**